



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Grève Nationale Education P 3

FSU Territoriale P 6

Attac fête ses 20 ans P 7

Le journal de la FSU13

Du 29-11 au 6-12

**Elections Professionnelles
Votez et faites voter
pour la FSU et ses syndicats**



LUNDI 12 NOVEMBRE
Pour la Priorité à l'Éducation
TOUTES et TOUS en
GRÈVE
APPEL NATIONAL UNITAIRE

**Agenda militant ?
Infos diverses ?**

**Visitez le nouveau
site de la FSU 13**

<https://fsu13.fsu.fr>

EDITO

Depuis cet été, le gouvernement a accéléré sa politique libérale : les contre-réformes libérales s'accumulent, avec notamment la sortie du rapport CAP22. Ainsi la place de la Fonction Publique, de ses missions et l'avenir des services publics sont de nouveau mis en cause ; des suppressions massives de postes se profilent dans l'Éducation et la Territoriale ; le gouvernement annonce une redéfinition des missions de l'Etat induisant des privatisations ou des abandons de missions au secteur privé. De plus, une réforme radicale des systèmes de retraites est aussi en projet avec la disparition du code des pensions.

La FSU13 se mobilisera pour la réussite de la journée de grève dans l'Éducation le 12 Novembre car elle concerne directement nos collègues et elle a vocation à peser sur les décisions budgétaires : il s'agit de dénoncer les suppressions de postes en période de hausse démographique, la réforme des lycées, les évaluations obligatoires, la fermeture des CIO, le recours à la précarité pour financer les CP à 12 élèves etc... Il s'agit d'imposer d'autres choix budgétaires et éducatifs.

Enfin, alors que le gouvernement a annoncé la suppression des instances paritaires, CHSCT et CAP, laissant les collègues désarmés face aux supérieurs hiérarchiques, il est essentiel que nous mettions toutes nos forces dans la bataille des élections professionnelles qui se dérouleront du 29 novembre au 6 décembre 2018. Par leur participation et par leur vote FSU, les collègues démontreront leur attachement au paritarisme et au contrôle des actes administratifs par les élus du personnel. L'implication de chacun de nous dans ce processus sera la clef de la réussite de ce scrutin. votons et faisons voter pour les listes FSU et ses syndicats !

*Pierre-Marie Ganozzi
Secrétaire Général de la FSU 13*

Réforme du lycée et du bac : le SNES sur le terrain !

Le story telling du ministère sur la réforme du lycée et du bac a commencé il y a un an. Depuis, plus d'une centaine d'heures d'information syndicale se sont tenues avec les militants de la section académique du SNES, partis à l'offensive pour informer, alerter et mobiliser les collègues, contre une réforme catastrophique tant pour leurs conditions de travail et leurs postes que pour la richesse du service public d'éducation.

Liberté à tous les étages, c'est ce que clame la communication du Ministre. Contraintes, restrictions, inégalités, c'est ce que voient les personnels. Car derrière les discours idéologiques, la réalité est têtue : un lycée, ce sont des heures, des enseignants, des disciplines, des salles en nombre limité. Et quand on essaie de projeter l'application de la réforme, cela saute

aux yeux : ce ne sera possible qu'au prix de la réduction de la diversité de l'offre de formation, au détriment de la voie technologique et des options, au mépris de l'offre de formation dans les disciplines littéraires, artistiques et les sciences humaines.

Le rectorat s'est efforcé d'élaborer un modèle de réflexion censé tenir ensemble les objectifs de la réforme et les contraintes des établissements. Des portails, des parcours, jusque à un courrier aux chefs d'établissements : comment réussir à élaborer des emplois du temps sans réduire fortement la diversité des enseignements ? Une contradiction qui appelle à l'action : **tous en grève le 12 novembre !**

Caroline Chevê

À Marseille, les « superminots » méritent des conditions d'accueil décentes

Le manque d'investissement de la municipalité pour les écoles de Marseille défraie la chronique régulièrement. Ainsi, depuis le début de l'année, nombre d'écoles sont confrontées à de grands problèmes de vétusté que les récents orages ont soulignés. Plusieurs écoles ont connu des dégâts importants : effondrement de faux-plafonds, inondations, infiltration, destruction de matériel pédagogique, d'ordinateurs et de circuits électriques qui ont pris l'eau etc...

La communication de la Ville, sur le mode « la ville investit pour vous dans les écoles » frise parfois le ridicule, voire le pathétique avec de grands panneaux annonçant le changement d'une... sonnerie ! Il est annoncé un investissement passé de plus de 700 millions d'€ de travaux dans les écoles mais cette somme doit être répartie sur 23 ans (depuis 1995 et la première élection de l'équipe municipale en place)

soit un budget moyen de seulement 30 millions annuels pour les 444 écoles. Cette somme est à comparer au cadeau annuel aux grandes entreprises telles VINCI, EFFAGE... à qui seront versés plus de 40 millions par an sur 25 ans (coût total chiffré à plus de 1 milliard) pour seulement 34 écoles, dans le cadre du projet de PPP.

Les mêmes bricolages seront de mises pour les autres écoles dont les élèves confrontés à des conditions d'accueil parfois indignes deviennent malgré eux de vrais « superminots » et continueront à subir la vétusté.

Le SNUipp-FSU 13 portera l'exigence de conditions de scolarisation décentes pour les 77 000 élèves élémentaire et maternelle de la ville, où qu'ils se trouvent sur le territoire.

Corinne Vialle

Ecoles de Marseille : 300 millions d'euros de gaspillage !

La FSU13 participe activement au collectif contre les PPP (partenariat public-privé) qu'elle a contribué à créer voici bientôt un an. Ce collectif vient d'effectuer un contre-projet pour la rénovation des écoles de Marseille. Au lieu de la destruction systématique des écoles existantes et en procédure PPP, il est proposé une rénovation lourde et des travaux en MOP (maîtrise d'ouvrage publique), avec les entreprises locales du bâtiment. En outre, des erreurs manifestes ont été décelées, comme la valorisation des risques qui est exorbitante, ou encore des dizaines d'hectares de foncier données gratuitement aux Majors du BTP. Nous arrivons à 300 M€ d'économie sur 25 ans ! C'est-à-dire 30% d'économie pour la facture des Marseillais !

Galvanisé par la médiatisation et les retours positifs sur les actions menées, le collectif organise en novembre des réunions publiques (Mardi 13-11, 20h à l'Equitable café et le mardi 27-11, 18h à La Marseillaise) ainsi qu'un happening sous l'ombrière le samedi 17-11 (entre 11h et 13h).

Le collectif demande toujours : la suspension de la procédure des PPP ; une audience auprès du Maire de Marseille ; la convocation d'un conseil municipal extraordinaire sur les écoles ; une discussion avec l'ensemble de la communauté éducative (professeurs, parents) et des professionnels du bâtiment (artisans, architectes...).

La FSU13 continuera de s'y investir et exige des conditions de scolarisation décentes pour les 77 000 élèves des écoles élémentaires et maternelles de la ville.

Pierre-Marie Ganozzi



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Le SNEP-FSU alerte sur la situation du sport scolaire

Le SNEP-FSU dénonce la baisse de 40% du budget pour l'UNSS (sport scolaire) de notre académie, alloué par la région PACA. L'UNSS est une fédération très dynamique qui affine les associations sportives des établissements scolaires (collèges et lycées) dans le cadre du sport scolaire. C'est une composante originale de la politique éducative française. Au plan national, ce sont plus d'1 million de licenciés (3ème fédération française en nombre de licenciés) dont 42% de filles (1ère fédération française en nombre également).

Au niveau de l'académie d'Aix-Marseille, pour l'année scolaire 2017-2018, nous comptabilisons 46.797 licenciés dont 18.697 filles.

Pour le SNEP, l'UNSS représente le « sport noble », non intéressé, non mercantile dont nos élèves-licenciés(es) sont les ardents(es) acteurs/actrices, qui est reconnue et soutenue par tous les partenaires du sport scolaire dans l'application de la mission de service public à finalité éducative et sociale dont elle a la charge. Sa réussite n'est plus à démontrer. Cela

explique notre surprise et incompréhension à l'annonce de cette baisse injustifiée. Nos jeunes licenciés(es) seront les premiers à subir les conséquences de cette décision. Par une baisse du budget, ils auront moins de déplacements, donc moins de compétitions. Nos compétiteurs seront en difficulté pour rivaliser au plan national dans les championnats de France car tous les Présidents de

région n'appliqueront pas une telle mesure. Le SNEP-FSU demande donc que le budget de l'UNSS reste à son niveau antérieur ou qu'il soit compensé par d'autres collectivités.

Jean-Claude Dumax-Baudron

Directeur de publication : Roland Zanganelli

Rédacteur en chef : Pierre-Marie Ganozzi

Maquette : Christophe Doré

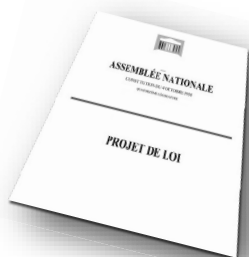
FSU 13
Le bulletin de la Fédération Syndicale Unitaire des Bouches-du-Rhône
23, boulevard Charles Nèdélec,
13003 Marseille
Bulletin trimestriel N°235 novembre 2018
N° CPPAP 0922 S 07454
N° ISSN 1771.0383
Dépôt légal : 17 février 2011
Tiré sur rotative offset à l'imprimerie CCI,
9 Avenue Paul Héroult 13015 Marseille
Directeur de publication :
Roland Zanganelli
Rédacteur en chef :
Pierre-Marie Ganozzi



Budget 2019 : l'Éducation n'est plus une priorité !

Le budget 2019 enterre la priorité à l'Éducation Nationale en supprimant 1800 postes. C'est une nouvelle dégradation des conditions d'études des élèves et de travail des personnels qui est programmée. Car si le ministère affiche sa volonté de poursuivre et achever le dédoublement des classes de CP et CE1 des écoles des réseaux d'éducation prioritaire, les 1 800 postes prévus ne suffiront pas à mettre en œuvre cette mesure. Et les 2 650 postes d'enseignant-es dans les collèges et les lycées et 400 de personnels administratifs supprimés, dans le cadre d'une croissance démographique et d'une réorganisation des services, n'ont comme seule justification que de répondre aux engagements de suppressions massives de postes dans la fonction publique. Ce n'est pas compatible avec l'ambition d'un enseignement de qualité et d'une plus grande égalité de réussite, ni d'une bonne administration du système éducatif !

Et le ministre veut compenser la baisse des moyens dans le second degré par des heures supplémentaires: c'est le retour de la vieille formule « *travailler plus pour gagner plus* », c'est faire peser sur les seuls personnels le fonctionnement de l'éducation sans leur en donner tous les moyens. Inacceptable !



Projet de loi pour une école de la confiance imposé

Ce projet de loi, ajouté aux différentes mesures déjà prises de la maternelle au lycée, va transformer en profondeur le système éducatif : fin des ESPE sans discussions abouties sur la formation initiale, fusion des académies, évaluation, financement du privé, généralisation des expérimentations qui pourront déroger aux statuts... La confiance ni ne s'impose ni ne se décrète ni ne se légifère ! Elle se construit par un dialogue social de qualité et par le respect des personnels, acteurs essentiels du système éducatif, qui doivent être associés aux évolutions en cours. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui d'autant que les personnels constatent le recours croissant aux injonctions.

Fusions des académies

Les expériences d'autres réorganisations de services déconcentrés de l'État, sur d'autres périmètres, ont montré combien il est facile de casser des organisations qui fonctionnent, mais que reconstruire une efficacité est ensuite beaucoup plus hasardeux, surtout quand tout ceci est structuré autour de politiques budgétaires ayant pour dogme de supprimer des postes. L'Éducation nationale est un bien commun bien trop précieux, une richesse publique bien trop essentielle pour que les personnels qui l'incarnent et la créent au quotidien soient aussi mis à l'écart et que leur expertise, leur parole n'ait pas été prises en compte dans l'élaboration de ce projet de loi.

La FSU demande au gouvernement de renoncer à ce projet !



Enseignement professionnel : le compte n'y est pas !

Après le succès des mobilisations du 27 septembre, il s'agit de les poursuivre car la réforme de la voie professionnelle instrumentalise la voie scolaire au profit de l'apprentissage. Elle organise le transfert des contenus d'enseignement et des diplômes aux branches professionnelles. La réduction des horaires dans toutes les disciplines et la multiplication des dispositifs (AP, co intervention, chef d'œuvre...) entérinent au moins 2500 suppressions de postes d'ici 2022 et augmenteront amplement les difficultés des jeunes dans leurs parcours scolaire et professionnel.



La FSU appelle, dans l'unité la plus large possible,
toutes et tous les personnels de l'Éducation nationale et de l'enseignement
agricole à être en grève le 12 novembre et à participer aux mobilisations
MANIFESTATION : 10H, VIEUX-PORT

Elections Professionnelles

Votez et faites voter pour les listes

**Pour des salaires revalorisés,
Pour la reconnaissance de nos métiers,
Pour la réussite de tous les élèves,
La FSU s'engage au quotidien**

POUR DES SALAIRES REVALORISÉS

Parce que la reconnaissance de nos métiers passe aussi par une rémunération plus attractive et plus égalitaire, la FSU :

- . agit pour la revalorisation de nos salaires,
- . se bat et obtient des mesures de carrière qui profitent à toutes et tous, par exemple avec PPCR,
- . revendique un déroulement de carrière complet, sans obstacle de grade,
- . fait de l'égalité professionnelle femmes-hommes un objectif majeur,
- . a pesé pour un cadrage national des grilles salariales et de la gestion des contractuel·le·s.

POUR LA RECONNAISSANCE DE NOS MÉTIERS

Les services publics sont souvent présentés comme une charge par le gouvernement et les statuts comme des freins au changement. La FSU considère au contraire que les statuts des personnels sont garants :

- . de services publics de qualité sur tout le territoire et donc de cohésion sociale,
- . d'un égal accès aux droits pour toute la population.

La FSU agit en direction de l'État comme des collectivités territoriales :

- . pour le maintien des académies et de services déconcentrés au bon niveau de proximité plutôt que des restructurations pour supprimer des emplois,
- . pour le respect de la professionnalité et des missions des personnels,
- . pour que les personnels soient acteurs et concepteurs de leurs métiers.

POUR LA RÉUSSITE DE TOUS LES ÉLÈVES

Dans son projet éducatif, la FSU défend :

- . la démocratisation de la réussite scolaire quel que soit l'environnement où se déroule la scolarité de l'élève.
- . des contenus de formation riches et émancipateurs,
- . des politiques éducatives ambitieuses avec l'intervention d'équipes pluriprofessionnelles.

ENGAGÉ·E·S AU QUOTIDIEN AVEC VOUS

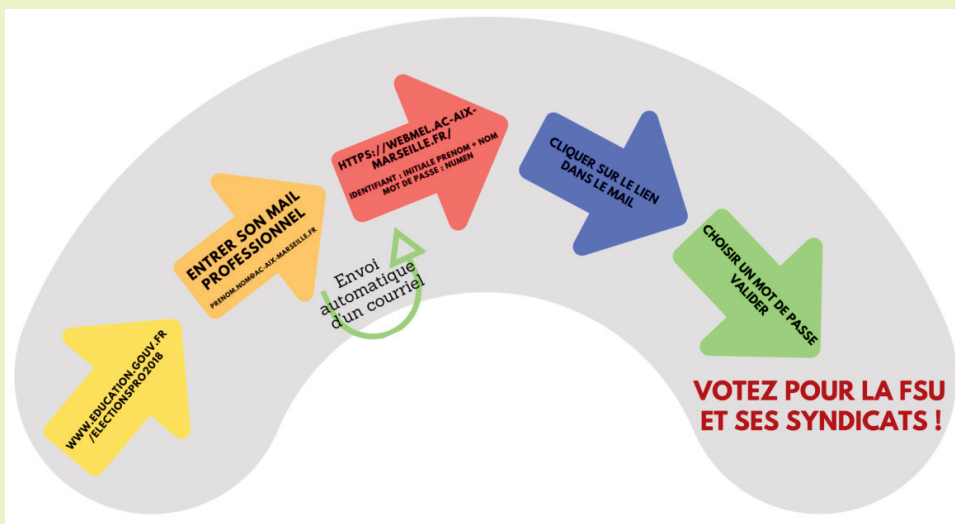
Partout, dans les écoles, les établissements, les services, les militant·e·s de la FSU sont engagé·e·s au quotidien pour défendre :

- . de meilleures conditions de travail pour tous les personnels,
- . des créations d'emplois dans tous les métiers,
- . la reconnaissance de nos identités professionnelles et de notre engagement au service de l'Éducation nationale,
- . une retraite dès 60 ans, sans décote, calculée sur les 6 derniers mois,
- . un service public d'éducation renforcé pour de meilleures conditions d'apprentissage.



**ENGAGÉ·ES
AU QUOTIDIEN**

**Dès maintenant,
créez votre espace électeur !
Du 29-11 au 6-12
VOTEZ
ET FAITES VOTER
POUR LA FSU !**



elles du 29-11 au 6-12

tes de la FSU et de ses syndicats

Les combats de la FSU dans l'Académie

Conditions de travail des personnels

- Pour une véritable politique de prévention et de santé au travail
- Pour des locaux des services et des établissements rénovés et un plan ambitieux de construction d'écoles, de collèges et de lycées pour faire face à la poussée démographique
- Pour des installations sportives en nombre et à la hauteur des enjeux
 - Pour la diminution des effectifs dans toutes les classes
 - Pour travailler en petits groupes

Réseaux d'établissements et fusion des académies

- Mise en échec de la tentative de faire des réseaux d'établissements des lieux de gestion des moyens humains et financiers. Le Recteur a été contraint de renoncer à cet aspect du projet.
- Contre le contournement des instances du dialogue social par la mise en place des réseaux.
- Contre la fusion des académies d'Aix-Marseille et de Nice.
- Contre l'affaiblissement du service public par le biais d'une réorganisation territoriale : refus des suppressions de postes, des mutations fonctionnelles ou géographiques imposées pour les personnels des rectorats et des DSDEN.
- Contre la perspective de réduction du nombre de circonscriptions, de DSDEN, de sites rectoraux et la nomination des DASEN sur plusieurs départements.



Education Prioritaire

- Pour des créations de postes suffisantes pour alléger les effectifs de tous les niveaux de classe dans les écoles et pour l'affectation d'enseignants surnuméraires
- Pour une nouvelle carte des REP et REP+ élargie, et l'accès de tou-tes au régime le plus favorable
- Pour l'intégration des lycées et lycées professionnels dans la carte de l'éducation prioritaire avec des effectifs limités, des moyens supplémentaires et des compensations de carrière.

Lycée, baccalauréat et carte des formations

- Contre la réforme du lycée général et technologique et la fin du baccalauréat national
- Contre la réforme du lycée professionnel et la suppression de dizaines d'heures
- Pour le maintien de tous les postes
- Pour une offre de formation professionnelle, générale et technologique riche, diversifiée et accessible à tou-tes
- Pour une carte scolaire équilibrée favorisant la mixité sociale

**Contre la fusion des académies
d'Aix-Marseille et de Nice**

**Signez
la pétition !**

<https://www.change.org/p/fsu-paca-orange-fr-non-a-la-fusion-des-académies-de-nice-et-aix-marseille-35ce0b7e-0707-4fec-a866-156899ceabe3>



FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

SNUTER-FSU : Vives inquiétudes au CD13

Le SNUTER-FSU du CD13 s'inquiète de l'élection de Mme VASSAL à la direction de la Métropole Aix-Marseille Provence. En effet, les médias alimentent la crainte en produisant des déclarations ou des suppositions d'organisation et restructuration niant et occultant qu'il y a des fonctionnaires territoriaux en charge de missions et de responsabilités en direction des administrés du département des Bouches-du-Rhône.

Depuis trop longtemps le statu quo des différents gouvernements fragilise l'EPCI de la métropole qui concerne près de 8 000 fonctionnaires territoriaux pour environ deux millions d'habitants. Les agents des six EPCI regroupés dans la Métropole sont certainement rassurés par ce changement, même s'il reste à « régler » beaucoup de choses, notamment en terme de fonctionnement et d'organisation : les inquiétudes demeurent par rapport aux financements de la Métropole qui pour l'instant a surtout des dettes. Inquiétudes sur le fait qu'elle se financerait du coup sur les impôts perçus par le Département faute d'avoir, en tant qu'EPCI, les siens propres.

Le personnel du CD13 a besoin quant à lui d'être rassuré et entendu sur son avenir et sur la continuité de ses missions au sein du CD13. Force est de constater que notre service public, toutes missions et compétences confondues, est non seulement apprécié par les bucco-rhodaniens mais surtout très attendu notamment concernant l'action sociale et la solidarité, les collèges et l'entretien de nos 3 000 Km de routes. En effet, il est important de savoir comment les choses vont s'organiser et quelles seront les orientations en la matière.

Nous ne pouvons rester dans l'ignorance. Nous avons demandé un RDV à Mme Vassal suite à son élection. Nous réitérons cette demande car cette situation ne peut pas se discuter sans les personnels et leurs syndicats. Nous réaffirmons notre attachement à tous nos acquis et nous sommes dans l'attente de réunions sur ce dossier capital pour le service public des BdR.

*Les délégués FSU Territoriale en CT du CD13
C. Amoros - N. Spinazzola - A. Narjoz - B. Bidet*

Au conseil régional : des paroles, des écrits, des actes !

Les élections professionnelles sont un événement essentiel. Pour la territoriale, il s'agit du renouvellement des représentants du personnel pour les CAP et les CT des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. Et, pour la première fois, il y aura l'élection des représentants du personnel contractuel dans le cadre des commissions consultatives paritaires (CCP). Au Conseil régional, les élections se tiendront donc dans les services avec 15 bureaux de vote, ainsi que dans les lycées avec 160 bureaux de vote.

C'est un enjeu majeur pour la FSU car en 2014 nous avions passé la barre des 45% avec 1500 adhérents et pour 2018 nous avons comme objectif d'atteindre au moins les 50% avec 2200 adhérents.

L'actualité nationale avec le chantier action publique 2022 du gouvernement MACRON laisse présager le pire pour les fonctionnaires pour les années à venir : la casse du statut, les plans de plus de 120 000 départs volontaires, le recours aux contractuels sur emplois permanents, sans compter le jour de carence ou le report incessant des discussions salariales.

Mais notre collectivité ouvre également des chantiers importants avec une administration qui a une lecture purement idéologique et comptable de la gestion des Ressources Humaines. La mise en place du nouveau régime indemnitaire RIFSEEP avec une large part consacrée à la rémunération au mérite et à l'arbitraire ; l'aménagement des futurs locaux en espaces ouverts et partagés ; les réorganisations incessantes passées et à venir des services ; le non remplacement de postes dans les services ou les lycées ; le recours aux contractuels sur les emplois de titulaires ; les mutuelles ; le chantier du bien-être au travail, etc...

Le tout avec un dialogue social floué et proche de zéro, des décisions arbitraires et des méthodes de management plus qu'archaïques qui ont des répercussions sur les conditions de travail, surtout quand la région prône une administration de demain ou une administration 3.0.

Donc les élections du 6 décembre seront déterminantes pour les agents de la REGION Sud PACA. La FSU au conseil régional c'est : " des paroles, des écrits, des actes "!

Jean-Jacques Nicolai

La FSU Territoriale à la Métropole

Lors des élections de 2016, les résultats obtenus, en particulier par la FSU Territoriale, ont permis de fissurer un système qui n'a que trop duré : pour y mettre fin, nous devons amplifier ce mouvement !

Il est maintenant temps de dire STOP à un système clientéliste avec l'instauration de critères d'avancements identiques et transparents, au sein de la Métropole lors des CAP, pour tous les agent.e.s, le paiement des heures supplémentaires réellement effectuées, la création d'une véritable action sociale (à 100% métropolitaine) avec une gestion transparente.

La FSU Territoriale doit poursuivre son travail syndical en restant une force de proposition, notamment dans la gestion du temps de travail, le télétravail, le transport pour les agent.e.s, le RIFSEEP et les conditions d'hygiène et de sécurité au travail, ainsi que sur tous les dossiers présentés par l'Administration.

De plus, à la FSU Territoriale nous ne faisons pas comme les autres, car nous estimons que l'engagement syndical n'est ni un métier, ni un statut particulier, ni un passe-droit. Nous sommes tous, et avant tout, des agent.e.s publics.

Comment comprendre les difficultés rencontrées par nos collègues, si les élus qui les représentent ne sont plus présents dans leurs services ? Des règles claires, définies collectivement, répondent à cette attente en ne permettant plus à un élu du personnel d'être un « permanent syndical ».

L'indépendance et le respect des règles démocratiques sont des principes fondamentaux, indispensables pour défendre les services publics et les droits sociaux des salariés. Nous voulons redonner confiance dans l'action collective et susciter l'envie du plus grand nombre de s'y engager.

*Section FSU
territoriale métropole*



ATTAC à la fête... et dans l'action !

Depuis sa fondation il y a 20 ans, ATTAC est une association d'éducation populaire tournée vers l'action et qui s'inscrit au cœur du mouvement altermondialiste. Si elle poursuit son combat initial pour la mise en place d'une véritable régulation financière, elle est aujourd'hui très présente dans toutes les luttes pour la justice sociale et environnementale. La FSU en est membre fondatrice et siège à son conseil d'administration, aussi bien au niveau local que national.

Le samedi 15 septembre marquait les 10 ans de la faillite de la banque d'affaires Lehman Brothers et le lancement de la campagne #PasAvecNotreArgent. A cette occasion plus de 60 actions ont été menées en France et des dizaines d'autres dans le monde. A Marseille, 78 militants d'ATTAC ont opacifié les vitrines de trois banques, HSBC, SG et BNP-Paribas, pour dénoncer leurs projets d'investissement climaticides et leur présence active dans les paradis fiscaux. Il s'agissait aussi de dénoncer la politique de Macron, qui n'a absolument pas tiré les leçons de la crise financière de 2008 et favorise la dérégulation financière : pas de séparation des banques de dépôt et d'affaires, sabotage de la taxation des transactions financières... De plus, il déroule le tapis

rouge aux banquiers et aux traders de Londres, prenant le risque d'un nouveau krach financier. Il est urgent d'agir pour signifier aux banques que nous n'allons plus les laisser faire n'importe quoi avec notre argent.



Pour les 20 ans d'Attac, la soirée au Gyptis a été l'occasion de rendre hommage au cinéma social marseillais. Puis, le 29 septembre, trois tables rondes se sont succédées au Théâtre Toursky : « 10 ans après, avons-nous tiré les leçons de la crise financière ? ». Ce fut l'occasion de rappeler que les crises internes du capitalisme nous rapprochent encore une fois d'une crise de grande ampleur. De plus, le productivisme n'est pas compatible avec les ressources de la planète et la régulation bancaire reste nettement insuffisante. D'où l'urgence d'exiger un contrôle social des banques, la création d'une

banque publique de développement, et des règles prudentielles sérieuses. La table ronde « La Méditerranée en question(s) » a débuté par le témoignage très émouvant de SOS Méditerranée, faisant le point sur le périple ignoble des naufragés de l'Aquarius. Les intervenants ont ensuite présenté la situation dans les pays du Maghreb et du Machrek, l'aspiration des peuples et en particulier des jeunes à une autre vie, qui alimente les mouvements migratoires et saigne les pays de leurs forces vives. Enfin, « L'Utopie ou la mort ! » a permis d'évoquer la mise à mal des écosystèmes, ainsi que l'urgence à résister pour mettre fin à tous les processus de destruction, de domination, d'exploitation, à inventer et promouvoir les alternatives déjà à l'œuvre.

La fête s'est terminée avec deux concerts, car résister aujourd'hui, c'est aussi du plaisir partagé !

Isabelle Le Couedic
Représentante de la FSU 13 au CA d'ATTAC

DES VALEURS PARTAGÉES

Créé et géré par des enseignants, le CME répond depuis un demi-siècle aux besoins de tous les personnels du monde de l'éducation.

Fondé sur des valeurs de confiance réciproque et de proximité, le Crédit Mutuel Enseignant a développé une offre de bancassurance sur mesure. Il place depuis toujours la qualité du service et la satisfaction du client au cœur de ses préoccupations.

83 ADRESSES POUR RESTER PROCHE
OU QUE VOUS SOYEZ



www.cme.creditmutuel.fr

Crédit Mutuel
Enseignant



QUAND LA BANQUE DES ENSEIGNANTS LES ASSURE, ÇA CHANGE TOUT.

CREDIT MUTUEL ENSEIGNANT AIX-MARSEILLE

1, Boulevard Sakakini - 13004 MARSEILLE
Tel : 0 820 025 649 - Courriel : 07901@creditmutuel.fr

6, Place Jeanne d'Arc - 13100 AIX-en-PROVENCE
Tel : 0 820 300 185 - Courriel : 0790101@creditmutuel.fr

20 Bd Saint Roch - 84000 AVIGNON
Tel : 0 820 226 990 - Courriel : 0790102@creditmutuel.fr

Caisse Fédérale de Crédit Mutuel et Caisses affiliées, société coopérative à forme de société anonyme au capital de 5 458 531 008 euros, 34 rue du Wacken, 67913 Strasbourg Cedex 9, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés B 588 505 354, contrôlée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP), 61 rue Talibout, 75436 Paris Cedex 09, intermédiaire en opérations d'assurances sous le N° Orias 07 003 758 consultable sous www.orias.fr proposant des contrats d'assurance de ACM IARD SA et ACM VIE SA, régies par le code des assurances.

Ref. : 9002006 - Janvier 2016 - Crédit photo : PlainPicture/Fancyimages.

Crédit Mutuel
Enseignant

Vague orange pour l'Aquarius

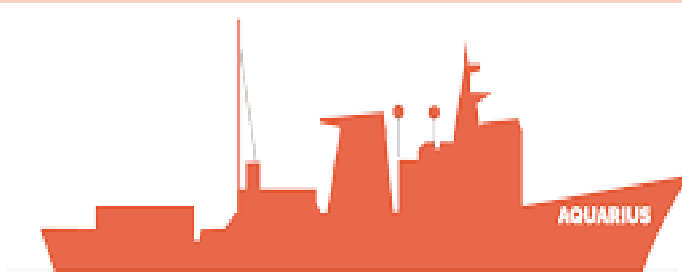
Depuis le 4 novembre, cela fait un mois que l'Aquarius a regagné le port de Marseille sans pouvoir repartir faute de pavillon. Un pavillon qui lui a été retiré non pour des raisons techniques mais politiques : pour l'empêcher de repartir sauver des vies en mer. Une première dans l'histoire du monde maritime qui doit être dénoncée tant elle est inacceptable.

Pendant ce temps, l'information sur la forte baisse du nombre de traversées de la Méditerranée circule et cache une autre réalité, glaçante. Le nombre de personnes interceptées par les garde-côtes libyens et ramenées dans les camps de détention vient de dépasser celui des arrivées en Europe. En septembre, 1 personne sur 8 qui tente la traversée meurt en Méditerranée, selon les révélations du HCR.

A terre, en France, il faut aussi lutter contre les fausses informations. Un groupe d'extrême droite a mené une attaque violente au siège de l'association à Marseille et prétend qu'il s'agit d'une occupation pacifique. Les faits ont été rétablis publiquement. Les assaillants, leurs supporters, et tous ceux qui calomnient l'organisation et ses membres seront poursuivis devant les tribunaux.

Heureusement, nos soutiens ne sont ni dupes ni indifférents. Une vague de contestation orange a déferlé sur plus de 70 villes en

France et en Europe le 6 octobre pour défendre l'Aquarius et le sauvetage en mer. A Marseille, lorsque SOS Méditerranée, avec qui nous coopérons pour des interventions pédagogiques dans les classes, est venu nous demander de l'aide pour organiser la manifestation, nous avons spontanément mis nos locaux, notre matériel et notre équipe au service de l'Aquarius. L'attaque contre le siège de SOS fut une raison de plus pour les militants de la FSU13 d'endosser le tee-shirt aux couleurs des gilets de sauvetage et de veiller au bon déroulement de la manifestation.



Un drapeau pour le bateau !

La "vague orange" a réuni plusieurs milliers de manifestants, partis du Vieux-Port, longeant la Méditerranée pour aller à la rencontre des sauveteurs venus la saluer. L'émotion de la foule nous a rappelé que nous sommes nombreux à porter les principes huma-

nistes et à refuser la fatalité d'une Europe qui s'enferme dans la xénophobie et l'égoïsme.

Cette vague doit grossir et gronder encore plus fort pour atteindre les dirigeants européens et permettre à l'Aquarius de reprendre sa mission. Signez et partagez la pétition ! Déjà 258 000 signatures collectées...

FSU13 et SOS Méditerranée Marseille

ASSURANCE SCOLAIRE MATERNELLE / ÉLÉMENTAIRE



La responsabilité civile ne couvre pas tout !

L'Assurance Scolaire MAE
protège intégralement vos élèves.

ENGAGEMENT N°3 : PROTÉGER CHAQUE MINUTE DE LA VIE DES ENFANTS

Une idée encore trop répandue laisse penser que la Responsabilité Civile suffit à protéger les enfants. C'est faux ! Elle les protège s'ils causent des dommages mais jamais lorsqu'ils sont victimes d'un accident.

L'Assurance Scolaire MAE protège intégralement vos élèves. Et c'est aussi une garantie pour vous, enseignants, dont la responsabilité peut parfois être engagée lorsqu'un accident survient et que votre élève n'est pas correctement assuré.

Créée en 1932 par des enseignants et toujours dirigée par eux, la MAE s'engage pour que chaque famille puisse faire face de manière égale aux conséquences d'un accident.



Tous nos engagements sur mae.fr



MON PREMIER ASSUREUR

MAE des Bouches-du-Rhône • 02 32 83 60 13 • Le Méditerranée - 8 square Cantini - 13006 MARSEILLE • mae13@mae.fr